

Rencontres internationales "Gardarem la terre et la mer"

à Nant et sur le Larzac du 14 au 17 juillet 2011

Marche Larzac Terre Citoyenne

(1971 - 1981 - 2011)

Le 17 juillet 2011, à 10 heures

En 1971, 103 paysans du Larzac s'engageaient solennellement à ne jamais vendre leurs terres, face au projet d'extension du camp militaire de 3 000 à 17 000 hectares. C'était le fameux Serment des 103. Cet engagement fondateur a été soutenu pendant plus de dix années par un formidable mouvement Larzac. En mai 1981, François Mitterrand, nouveau Président de la République, tenait son engagement d'arrêter ce projet.

Mais depuis les années 70-80, le vent de la libéralisation économique s'est développé au niveau mondial. Un modèle de développement hyper consommateur en matières premières, en ressources naturelles s'est imposé au niveau de la planète aussi bien dans les pays développés (USA, Europe, Japon) que dans les pays en transition (Chine, Inde, Brésil). Les capitaux se déplaçant de plus en plus librement à travers la planète, en recherche de profit, se sont abattus sur les terres agricoles, sur les matières premières agricoles, sur les ressources halieutiques, minérales ou naturelles.

Des communautés rurales et maritimes vivent et travaillent, depuis de nombreuses générations, sur des terres agricoles, des territoires, des espaces littoraux qu'elles ont gérés avec des règles et normes juridiques attachées à leur histoire, à leur expérience, à leur tradition. Or, en s'appuyant sur des normes élaborées au niveau national ou international, avec la complicité des États, des groupes de pression variés imposent un autre système juridique dépossédant ces populations de leurs droits ancestraux, de ceux liés à un usage prolongé et collectif de ces ressources naturelles. La possibilité d'acheter des terres, des territoires, des droits de pêche avec l'accord des États, permet ainsi à des entreprises,

des fonds d'investissement, des États, des personnes privées d'exproprier sous des apparences de légalité des familles paysannes, des communautés rurales et maritimes. Ainsi plus de 50 millions d'hectares (cf. Banque Mondiale) ont été perdus par des familles agricoles. Des territoires entiers ont été soustraits à des milliers de communautés rurales. A la place, des entreprises agricoles industrielles généralement peu respectueuses des ressources naturelles, de la préservation des terres et de la qualité des eaux, s'installent. De la même manière, des communautés maritimes sont dépossédées de leurs droits d'accès à des zones de pêche qui sont vendus à des entreprises de pêche industrielle. Celles-ci dévastent de larges espaces maritimes. Les ressources halieutiques des zones côtières régressent. Ceci affecte les pêches artisanales.

Ces dernières années, une fièvre au niveau mondial se développe autour des matières premières et des ressources énergétiques. De nombreuses concessions minières (uranium, or, argent, lithium), des droits d'extraction du gaz de schiste ou de pétrole, ou de construction de grands aménagements (barrages) ont été octroyés sans concertation des populations. En effet, en général, les grandes compagnies multinationales, qui sont le plus souvent à l'origine de ces projets, ne s'embarrassent pas de précautions en matière de respect du droit des communautés. L'impact, concernant en particulier, les mines sur la qualité des eaux, des sols et de l'air, est en général catastrophique.

Ce sont des écosystèmes entiers et les conditions de vie des communautés qui sont menacés de destruction afin de permettre aux capitaux internationaux ou nationaux de prospérer, et à la société de

sur-consommation de se développer de manière suicidaire pour l'humanité. Liés à ces questions, ce sont donc les modèles d'agriculture, de pêche, de vie dans les territoires, de sociétés qui sont en débat.

Face à ces processus mondialisés d'accaparement et de spoliation des communautés, partout dans le monde, des communautés rurales et maritimes luttent. Ces luttes locales, en réponse à la mondialisation destructrice, sont une occasion et une richesse pour construire de l'intelligence collective, de la "reliance", de la vie, pour redéfinir les besoins de nos sociétés et de nouvelles formes de démocratie. Il y a nécessité de créer des solidarités nouvelles, de soutenir des luttes de terrain qui, à travers le monde, tentent de suppléer aux lois lorsqu'elles n'existent pas ou de les faire appliquer lorsqu'elles existent. Il est aussi nécessaire de construire des alliances multi-niveaux : national, régional, international, afin d'établir un cadre de nouvelles régulations, de formes juridiques. Celui-ci devrait viser la protection des territoires et les populations de la planète d'un désastre collectif concernant l'accès et la gestion de ces ressources naturelles, la sécurité alimentaire...

Entre la solution du tout Etat et celle de la privatisation à tout prix qui donne l'accès aux ressources naturelles, il existe la gestion des ressources naturelles et des territoires en biens communs. C'est une forme de gestion que les communautés pratiquent le plus souvent avec succès et intérêt pour elles-mêmes, et comme elles sont en capacité de le faire, pour la société actuelle et pour les générations futures. Mais cela ne sera possible que si l'on reconnaît leurs savoirs et leurs droits. C'est ce que démontrent de nombreuses études et travaux recon-

nus au niveau mondial (cf. les travaux de Elinor Ostrom, prix Nobel d'économie).

Aujourd'hui, alors que l'on pensait le Larzac épargné de tous nouveaux projets destructeurs du territoire et des ressources naturelles, surgit un projet d'extraction de gaz de schiste. La population de la région, comme dans certains lieux de France et d'Europe, est mobilisée. C'est une bonne chose. Mais on s'aperçoit qu'ici, comme ailleurs, au dessus de la tête des citoyens et des élus, on tente de faire passer des projets mortifères à moyen et long terme.

C'est pour toutes ces raisons, mais aussi à l'occasion de l'anniversaire de l'engagement de la lutte du Larzac en 1971 et de la victoire en 1981, et en soutien à la lutte actuelle contre les gaz de schiste, qu'en présence de représentants de mouvements de résistance, de communautés rurales et maritimes du monde, nous nous mobiliserons du 14 au 17 juillet pour échanger, comprendre, résister, imaginer, proposer, nous engager, pour tisser des liens de vie pour maintenant et demain.

LES ORGANISATEURS

Association pour l'Aménagement du Larzac,
Confédération Paysanne de l'Aveyron,
Alliance Internationale Terre Citoyenne (AITC),
Association des populations
de montagnes du monde (APMM),
Association pour l'amélioration
de la gouvernance de la terre, de l'eau
et des ressources naturelles (AGTER)

Avec le soutien du Forum Mondial
des Pêcheurs et Travailleurs de la Mer,
de la Fondation Charles Léopold Mayer

Programme des rencontres

Face à l'accaparement des terres agricoles et des ressources naturelles dans le monde, au développement de pêches et d'agricultures industrielles destructrices, à la spoliation des ressources halieutiques, des territoires des communautés rurales et maritimes, défendons et promouvons des agricultures paysannes et des pêches artisanales responsables, des territoires vivants, une planète citoyenne et vivable.

Avec la participation de représentants d'organisations de paysans, de pêcheurs, de peuples autochtones, de populations de montagnes, d'ONG d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie :
Brésil, Argentine, Bolivie, Equateur, Guatemala, Mexique, Sénégal, Bénin, Mali, Tchad, Tanzanie, Ouganda, Mauritanie, Madagascar, Vietnam, Albanie, Islande, Canada, Espagne, France.

Participation d'acteurs impliqués dans la lutte contre l'exploration des gaz de schiste.

Thèmes d'échanges, de débats, de propositions

- Etat des lieux de l'accaparement des terres et des ressources naturelles dans le monde.

Quelles pistes d'action pour les mouvements sociaux de paysans et pêcheurs, les peuples autochtones et les ONG ?

Comment promouvoir les agricultures paysannes, les pêches artisanales responsables ?

- De très nombreuses communautés rurales et maritimes sont dépossédées de leur territoire, de leurs droits sur les ressources, de leurs savoir-faire et de leurs cultures par des projets de mines, de barrages, d'agriculture et pêche industrielles, d'aires protégées...

Les projets d'exploitation de gaz de schiste en France rappellent que l'appétit pour les ressources naturelles s'exerce partout.

Comment s'opère l'accaparement ? Quels en sont les effets ? Comment promouvoir des transitions vers des sociétés durables ?

- Le rôle des multinationales, des Etats, des capitaux nationaux. Comment lutter localement et globalement ? Quelles alliances ?

Quelles propositions locales et globales ?

Jeudi 14 juillet à Nant

17 heures

Conférence-débat :

le rôle des multinationales dans l'accaparement des terres agricoles.
(retransmission en direct sur www.terre-citoyenne.org)

21 heures

Films-documentaires sur le thème des accaparements de terres agricoles, dont un film sur la situation au Mali, en présence de **Ibrahim Coulibaly** (CNOP Mali) et **Chantal Jiakovetti** (Confédération Paysanne).

Vendredi 15 juillet à Nant

17 heures

Conférence-débat avec **José Bové** : les spoliations des communautés rurales et maritimes liées aux projets miniers et d'infrastructures. Le cas des gaz de schiste en France et à Nant.

(retransmission en direct sur www.terre-citoyenne.org)

21 heures

Film-documentaire *A ciel ouvert*, sur la lutte des indiens Kollas (Argentine) contre les spoliations qu'ils subissent avec le développement des mines d'argent.

Avec la présence de **Inès Compan** (réalisatrice), **Reinaldo Sajama** et **Roger Moreau** (acteurs locaux impliqués dans ces luttes locales).

Samedi 16 juillet à Nant

10 heures à 18 heures

10 h à 12 h 30 : pistes stratégiques d'actions et de propositions face aux accaparements des terres agricoles, à la spoliation des communautés rurales, à celle des communautés de pêcheurs.

15 h à 17 h 30 : Tenue de plusieurs ateliers parallèles à partir de témoignages sur la situation dans différents continents.

Quelles stratégies à proposer aux niveaux local et global ?

18 h 30 : Synthèse des ateliers et propositions des organisateurs.

(retransmission sur www.terre-citoyenne.org)

21 heures

Soirée avec des musiciens locaux et les participants à ces journées.

Dimanche 17 juillet sur le Larzac

10 heures

Marche "Larzac Terre Citoyenne" (1971-1981-2011)

- **Lecture et signature** d'un texte d'indignation/engagement contre la dépossession au niveau mondial des paysans, des pêcheurs, des populations autochtones de leurs terres et des ressources naturelles qui les font vivre

(ce texte fait le lien avec le "Serment des 103" signé en 1971 par les paysans du Larzac refusant de vendre leurs terres).

- **Marche** sur le Larzac.

- **Construction** d'un "cairn" sur le plateau

avec des pierres sèches ou gravées de France et du monde pour marquer l'anniversaire de la lutte du Larzac,

signifier notre indignation et affirmer notre engagement pour lutter contre ce processus d'expropriation des communautés rurales et maritimes du monde.

- **Pique-nique** vers 13 heures.

Précisions, renseignements, inscriptions : <http://www.glterremer.blogspot.com/>

Du dimanche 10 au vendredi 15 juillet à Nant

Rencontres de l'Alliance Internationale Terre Citoyenne (AITC) (10 au 13 juillet) et des participants au projet de création de l'Université Internationale Terre Citoyenne (14 et 15 juillet).



Rencontres internationales "Gardarem la terre et la mer"

à Nant et sur le Larzac du 14 au 17 juillet 2011

Marche Larzac Terre Citoyenne

(1971 - 1981 - 2011)

Le 17 juillet 2011, à 10 heures

L'appel de Dakar

À l'issue du dernier Forum Social Mondial, tenu en février à Dakar (Sénégal), la Via Campesina, le ROPPA, FIAN International, les Amis de la Terre International, CCFD-Terre Solidaire, Peuples Solidaires et AGTER ont décidé d'organiser une assemblée pour réunir tous les groupes qui avaient travaillé dans les nombreux ateliers dédiés à la lutte contre l'accaparement des terres.

Toutes les organisations et les individus présents ont alors décidé d'exprimer leur indignation et leur volonté d'agir, unanimes pour défendre les paysans spoliés et menacés. Ils ont lancé ensemble un appel aux gouvernements et aux citoyen-ne-s du monde, l'*Appel de Dakar*, dont voici quelques extraits...

(version intégrale et signature en ligne : <http://www.petitiononline.com/accapar/petition.html>)

« (...) Considérant que les agricultures paysannes et familiales qui regroupent la majorité des agriculteurs et des agricultrices du monde, sont les mieux placées pour répondre à leurs besoins alimentaires et ceux des populations, assurant la sécurité et la souveraineté alimentaires des pays, fournir des emplois aux populations rurales et maintenir un tissu économique en zones rurales, clé d'un développement territorial équilibré, produire en respectant l'environnement et en entretenant les ressources naturelles pour les générations futures.

Considérant que les récents accaparements massifs de terres au profit d'intérêts privés ou d'États tiers ciblant des dizaines de millions d'hectares (...) portent atteinte aux droits humains en privant les communautés locales, indigènes, paysannes, pastorales, forestières et de pêcheur artisanale de leurs moyens de production.

(...) Nous en appelons aux parlements et aux gouvernements nationaux pour que cessent immédiatement tous les accaparements fonciers massifs en cours ou à venir et que soient restituées les terres spoliées. Nous ordonnons aux gouvernements d'arrêter d'oppresser et de criminaliser les mouvements qui luttent pour l'accès à la terre et de libérer les militants emprisonnés.

Nous exigeons des gouvernements nationaux qu'ils mettent en place un cadre effectif de reconnaissance et de régulation des droits fonciers des usagers à travers une consultation de toutes les parties prenantes.

(...) Nous exigeons des gouvernements et unions régionales d'États, de la FAO et des institutions nationales et internationales qu'elles mettent immédiatement en place les engagements qui ont été pris lors de la Conférence Internationale pour la Réforme Agraire et le Développement Rural

(CIRADR) de 2006, à savoir la sécurisation des droits fonciers des usagers, la relance des processus de réformes agraires basés sur un accès équitable aux ressources naturelles et le développement rural pour le bien-être de tous.

(...) Enfin, nous appelons les citoyen-ne-s et les organisations de la société civile du monde entier à soutenir (par tous les moyens humains, médiatiques, juridiques, financiers et populaires possibles) tous ceux et toutes celles qui luttent contre les accaparements de terres et à faire pression sur les gouvernements nationaux et sur les institutions internationales pour qu'ils remplissent leurs obligations vis-à-vis des droits des peuples.

Nous avons tous le devoir de résister et d'accompagner les peuples qui se battent pour leur dignité ! »

DAKAR, février 2011

Du Larzac d'Aveyron à la Puna du Jujuy

Quarante ans d'intervalle, à douze mille kilomètres de distances, la lutte du Larzac contre l'extension du camp militaire et celle de la Puna contre les mines à grande échelle, présentent des différences, mais aussi de remarquables ressemblances.

Les différences sont d'ordre quantitatif. Ici tout est plus grand, plus haut, plus contrasté, plus pauvre. La menace porte sur des centaines de milliers d'hectares, des milliers de familles, et met en jeu des milliards de dollars, toute une civilisation. Les étendues sont immenses. Les gens ne disposent pas de voitures personnelles et s'entassent dans des camionnettes pour se rendre aux réunions au bout de cinquante ou cent kilomètres de piste à raison d'un ou deux délégués par village. Les informations circulent au compte-gouttes. La ruée vers les métaux lourds qui dévaste la Cordillère depuis la Colombie jusqu'en Patagonie, se double ici d'une ruée vers l'or blanc, le lithium, présenté comme la panacée énergétique, l'alternative providentielle au pétrole en voie d'épuisement pour son rôle incontournable dans la fabrication des batteries pour les voitures électriques et les téléphones



Une réunion mensuelle des communautés du Salin de Guayatayoc

(photo : Roger Moreau)

portables (ce dont on ne parle pas, c'est de son rôle dans la fabrication des blindages militaires et des bombes à fusion nucléaire).

Les ressemblances sont d'ordre qualitatif. Les réunions mensuelles des délégués des trente-trois communautés du Salin de Guayatayoc ressemblent étrangement à nos réunions de bureau d'antan. La même libre parole, la même rupture avec le formalisme des réunions politiques et syndicales, et le même type d'organisation née de la lutte et pour la lutte. On observe aussi la même collusion entre les pouvoirs de l'argent et le pouvoir politique, les mêmes promesses d'emploi et de prospérité. Comme le lobby militaire, le lobby minier et ses complices politiques mentent, promettent, corrompent.

Autre similitude, stratégique celle-là : le même besoin, d'un côté comme de l'autre, d'un soutien extérieur engagé, qui fut national au Larzac comme l'était l'agression, et qui ne peut être qu'international et transcontinental envers l'Amérique et l'Afrique... comme l'est aujourd'hui l'agression.

Roger MOREAU

Un "cairn" sur le Larzac

Le 17 juillet, pour la marche Larzac Terre Citoyenne, apportez une pierre sèche, gravée ou peinte !

À l'occasion de la Marche Larzac Terre Citoyenne du dimanche 17 juillet, nous construirons un petit "cairn", un "pierres mani" (les petites constructions de pierres dans des lieux clés de l'Himalaya,

mais aussi dans les Andes). Nous marquerons ce moment en le liant avec l'anniversaire de la lutte du Larzac et avec notre engagement actuel contre l'accaparement des terres et des ressources naturelles.

Apportez une pierre de chez vous, de votre région, faites-la graver... si vous le désirez. Des pierres de toutes les formes ! Pas rectangulaires ni carrées ! Apportez aussi des flammes de tissus !



Vue (très partielle) de la Mosaïque des pierres du monde, réalisée à Porto Alegre lors du premier Forum social mondial (la pierre du Larzac est ici marquée d'un ○)

(photo : Pierre Vuarin)